

## Dossier pédagogique

# Histoire de la presse d'information politique et générale en France et dans les Alpes-Maritimes

### Sommaire

Introduction.....	2
1. La presse sous la Révolution et l'Empire (1789 – 1814).....	3
2. De 1814 à 1871, la presse s'industrialise et se démocratise .....	4
3. L'âge d'or de la presse française : 1871 – 1914.....	6
4. Pendant la guerre de 1914 – 1918, la presse est au service de la propagande d'État.....	7
5. L'ère des grands journaux (1919 – 1939).....	7
6. La Deuxième Guerre Mondiale porte un coup très dur à la presse française.....	9
7. Après la guerre, la presse française renoue avec la prospérité.....	10
8. Entre 1947 et 1975, les difficultés de la presse quotidienne .....	11
9. Depuis 1975, la décadence de la presse s'accélère .....	11
10. Conclusion .....	12
11. Glossaire .....	13

## Introduction

La presse périodique apparaît en France au début du XVII<sup>e</sup> siècle : *La Gazette*, créée par Théophraste Renaudot en 1631, est un hebdomadaire de 4 pages tiré à 1 200 exemplaires. Organe officieux de la Cour, il publie exclusivement des nouvelles, surtout de l'étranger. Plusieurs facteurs expliquent la naissance de la presse périodique à cette époque. D'abord de nouveaux besoins d'information : la Renaissance, la Réforme, les grandes découvertes, les grands conflits du XVI<sup>e</sup> siècle ont accru la soif de nouvelles en Occident. La naissance de l'imprimerie (la typographie a été mise au point par Gutenberg en 1438) permet la duplication d'un texte. Enfin la création des postes modernes rend possible l'acheminement des journaux aux lecteurs. L'apparition de la presse périodique est précédée par un grand nombre d'écrits très divers comme les libelles (feuilles volantes entretenant polémiques religieuses ou politiques) ou les almanachs (chronologies recensant les principaux événements). D'autres gazettes apparaissent au début du XVII<sup>e</sup> siècle en Hollande, en Allemagne et en Suisse.

La presse progresse et se diversifie aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Fonctionnant sur le système du privilège royal, elle demeure étroitement surveillée. Elle fait des progrès considérables sur le plan du contenu, du nombre de titres parus et gagne en importance politique. Pour répondre à la curiosité du public, de nouveaux périodiques apparaissent comme le *Journal de médecine* ou le *Journal du commerce*. Les premiers quotidiens français naissent en 1777 (le *Journal de Paris*) et en 1778 (le *Journal général de la France*)

Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle la presse fait ses débuts en province (44 périodiques provinciaux en 1788, essentiellement consacrés à la publication d'annonces).

À Nice, qui fait alors partie du royaume de Sardaigne, l'imprimeur Chiesolme crée *La Gazette de Nice* publiée de 1772 à 1775. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le comté de Nice reçoit les principaux journaux italiens dont le *Journal de Turin* qui contient, à côté d'articles internationaux, des nouvelles des provinces du royaume et de temps en temps de Nice.

Cependant, la presse reste considérée comme une sous-littérature sans valeur. Ainsi, Diderot écrit dans *L'Encyclopédie* : « *Tous ces papiers sont la pâture des ignorants, la ressource de ceux qui veulent parler et juger sans lire, le fléau et le dégoût de ceux qui travaillent. Ils n'ont jamais fait produire une bonne ligne à un bon esprit, ni empêché un mauvais auteur de faire un mauvais ouvrage* ».

## 1. La presse sous la Révolution et l'Empire (1789 – 1814)

La presse conquiert sa liberté sous la Révolution quand les autorités renoncent à la contrôler en mai 1789. Elle bénéficie d'une liberté illimitée entre l'été 89 et août 92. L'article II de la Déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 stipule : « La libre communication de la pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». La Révolution suscite un immense intérêt pour les événements qu'elle provoque et favorise donc la multiplication des titres (1 500 nouveaux entre 1789 et 1800). Elle révèle aussi sa puissance politique en devenant un redoutable danger pour les pouvoirs.

À côté des premiers grands journaux d'information français, presse officielle quotidienne (*Gazette nationale de France*, *Journal des débats et décrets*, *Moniteur universel*) se multiplient les journaux révolutionnaires (*L'Ami du Peuple* de Marat, *Le Père Duchesne* d'Hébert, *Le Patriote français* de Brissot, ou les feuilles contre-révolutionnaires comme *Les Actes des apôtres*. Le ton est virulent, grossier, car ils s'adressent à un public populaire. Sous la Terreur (août 1792 – juillet 1794), la liberté de la presse est suspendue et toutes les feuilles d'opposition sont supprimées. Sous la Convention thermidorienne et le Directoire, les journaux reprennent une importance considérable. En province naissent des feuilles de tendances très marquées dans chaque département.

**Dans les Alpes-Maritimes** (département créé en février 1793), il faut attendre 1795 pour qu'une nouvelle gazette, *Le Courrier du Midi*, soit publiée.

Sous le Consulat et l'Empire (1800 – 1814), la presse est asservie. Après le coup d'État du 18 Brumaire, Bonaparte soumet la presse : l'autorisation préalable est rétablie ; 60 journaux sont supprimés. Dans une lettre à Fouché, Napoléon écrit (avril 1805) : « Réprimez un peu plus les journaux ; faites-y mettre de bons articles. Faites comprendre au rédacteur du Journal des Débats ou du Publiciste que le temps n'est plus éloigné où, m'apercevant qu'ils ne sont plus utiles, je les supprimerai avec tous les autres et n'en conserverai qu'un seul. Le temps de la Révolution est fini, et il n'y a plus en France qu'un seul parti, je ne souffrirai jamais que les journaux disent ni fassent rien contre mes intérêts ».

Dès lors, la presse est au service de la propagande de Napoléon I<sup>er</sup>, en France et à l'étranger. *Le Moniteur* est le journal officiel depuis 1799. En août 1810, on n'autorise plus que la parution d'un seul journal politique par département. Dans le département des Alpes-Maritimes *Le Messager des Alpes* succède au *Nicéen* ; l'arrondissement de Grasse (qui fait alors partie du département du Var) reçoit le *Journal du département du Var*.

## 2. De 1814 à 1871, la presse s'industrialise et se démocratise

Sa clientèle s'élargit, sous l'influence de plusieurs facteurs. L'évolution politique générale (notamment le plus grand nombre d'électeurs) accroît l'intérêt pour la vie politique. L'abaissement du prix de vente des journaux est permis par l'industrialisation des méthodes de fabrication et par les progrès techniques. Le papier de chiffon rare et coûteux est remplacé par le papier de bois vers 1865. L'impression fait des progrès rapides grâce à la presse mécanique (1811) qui permet de doubler les cadences. Elle est améliorée par la presse à réaction vers 1840 – 1850 puis par la rotative (papier en bobine) mise au point entre 1860 et 1870 en France par Derriey et Marinoni (12 à 18 000 exemplaires à l'heure). Le développement du chemin de fer accélère la diffusion des journaux ; la poste permet la diffusion aux abonnés. L'information parvient plus rapidement aux journaux grâce au télégraphe (en 1855 toutes les préfectures françaises sont reliées à Paris). Le développement des journaux est à l'origine de la naissance des agences de presse (en France, l'agence Havas, créée en 1835 collecte ses nouvelles grâce aux informations gouvernementales et à son réseau de correspondants et les vend aux journaux).

De 1814 à 1871, la presse oscille entre répression et libéralisme. A plusieurs reprises et notamment en 1830 et en 1848, la presse bénéficie d'une certaine liberté.

Sous la Restauration (1814 – 1830), la presse vit sous un régime sévère mais retrouve sous la Monarchie de juillet (1830 – 1848) une assez grande liberté d'expression car le régime est né d'une révolution provoquée par la presse. Aux feuilles gouvernementales comme (*Le Journal des débats*), s'oppose une presse de gauche (*La Réforme, Le Siècle*). C'est vers 1840 que naît la presse à bon marché. Grâce aux ressources de la publicité, les journaux peuvent réduire le prix de leurs abonnements.

À Grasse, Cannes et Antibes, on lit le *Journal de Grasse et de l'arrondissement*, qui succède aux *Affiches*, et des journaux publiés à Toulon comme *Le Var* créé en 1854. **Dans le comté de Nice** (royaume de Piémont-Sardaigne) entre 1814 et 1860, la législation restreint la liberté pour les écrits politiques et religieux. C'est la proclamation du « Statuto » par le roi de Piémont en 1848 qui donne son véritable essor à la presse niçoise.

Désormais, la presse est libre. L'année 1848 voit la parution d'un vrai journal politique de Nice, *L'Écho des Alpes-Maritimes*, entièrement rédigé en français. Il se plaint que le comté ait été très longtemps négligé par le gouvernement sarde et, à partir de mai 1849, il proclame son souhait de rattachement à la France. Ces prises de position lui valent naturellement l'hostilité du gouvernement sarde. Un article sur l'Église publié le 22 juillet 1850 entraîne la saisie du numéro, puis la disparition définitive du journal le 10 août 1850. Dès le 19 août, le journal reparaît sous le nom d'*Avenir de Nice* et continue à défendre les mêmes thèses. *Il Nizzardo*, publié de 1852 à 1860, a les faveurs du gouvernement sarde qui lui octroie notamment le privilège des annonces légales. En 1854, François Guisol fait paraître le premier journal dialectal niçois, *La Mensoneghiera*.

Dans les mois qui précèdent l'annexion du comté de Nice à la France, la polémique se fait de plus en plus vive entre les journaux hostiles ou favorables au rattachement. Dans son numéro du 7 mars 1860, *Il Nizzardo* titre « *Viva Nizza italiana* » tandis que la *Gazette de Nice*, le 28 mars 1860, conteste à l'avance les résultats du plébiscite en soulignant que Nice est occupée par des troupes françaises avant même le vote. *L'Avenir* qui, le 3 avril 1860, prend le nom de *Messenger de Nice*, se fait le champion de la cause française.

**Dans le département des Alpes-Maritimes, créé en 1860**, la presse reste très surveillée. Le 1<sup>er</sup> mai 1863 *Le Messenger de Nice* prend le nom de *Journal de Nice* ; dévoué à la cause impériale, il a un caractère semi-officiel. Mais, le 10 septembre 1865, apparaît *Le Phare du Littoral* dont la création est le fait principal de la période. Le journal, de tendance libérale, représente l'opposition au régime de Napoléon III. *Le Phare du Littoral* connaît un grand succès, son tirage s'accroît et atteint entre 7500 et 9000 exemplaires ce qui représente un chiffre important pour l'époque.

Après la chute de Napoléon, un décret de septembre 1870 déclare libres l'imprimerie et la librairie mais la déclaration préalable au ministère de l'Intérieur reste obligatoire. De nouveaux organes de presse se créent dans ce contexte d'effervescence politique.

*Il Diritto di Nizza*, créé le 6 novembre 1870, et rédigé en langue italienne par un jeune avocat anti-français, est suspendu par arrêté du Préfet. Il renaît sous le nom de *La Voce di Nizza* puis une seconde fois avec le titre d'*Il Pensiero di Nizza*. Pendant vingt-cinq ans, jusqu'à sa suppression en 1895, *Il Pensiero di Nizza* va rester un organe d'opposition.

**Sous le Second Empire (1852 – 1870)**, la presse se soumet puis se révolte. Le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851, porte un coup fatal à la liberté de la presse. La vérité « officielle » est rétablie par des communiqués dans les journaux ; ces derniers peuvent être interdits au bout de trois avertissements. Malgré cela la presse continue son expansion. D'abord par les tirages. Ainsi, les quotidiens parisiens tirent à 1 million d'exemplaires (tirages cumulés) en 1870 contre 150 000 en 1852. De grands quotidiens nationaux naissent : *Le Temps*, en 1861, et *Le Figaro* en 1866.

La presse populaire, qui se consacre aux faits divers et aux romans feuilletons, naît en 1863 avec la création du *Petit journal*, vendu à un prix de vente très bas, ce qui permet de toucher un public populaire.

De même, la presse se développe en province. En 1870, 100 quotidiens tirent à 350 000 exemplaires (tirages cumulés) alors qu'ils n'étaient en 1812 que 4 tirant à 3 000 exemplaires.

### 3. L'âge d'or de la presse française : 1871 – 1914

Cette période est marquée par un énorme accroissement des tirages qui fait du journal un produit de consommation courante. Ce mouvement s'accompagne d'une très grande liberté.

**Les causes des progrès de la presse sont multiples.** D'abord parce que, seul moyen d'information collectif, la presse ne subit la concurrence d'autre autre média. La généralisation de l'instruction et la démocratisation de la vie politique permettent de toucher des classes sociales nouvelles.

Grâce au progrès des techniques, le journal est moins cher et plus attrayant. Sa composition est mécanisée grâce à l'introduction de la machine linotype. La reproduction des photographies devient possible grâce au procédé de la similitravure (trames). La forme des journaux est progressivement améliorée : augmentation du nombre de pages, adoption de grands titres, etc. Leur contenu est transformé : la place des nouvelles est considérable ; le journalisme de reportage se substitue au journalisme de chronique ; le sensationnel est exploité à travers des campagnes de presse (affaire Panama, Dreyfus) ; les goûts nouveaux du public sont flattés par l'introduction de rubriques sportives, de concours, de pages consacrées aux femmes. Cette évolution de la presse favorise le changement des mentalités.

L'événement essentiel de la période est la reconnaissance, en 1881, de la liberté de la presse. La loi du 29 juillet 1881 assure à la presse française le régime le plus libéral du monde. Elle garantit la liberté de publication et de diffusion. Les délits de presse réprimés par la loi sont peu nombreux. Le gérant, qui est souvent un homme de paille, est le principal responsable du journal et non plus le directeur. Les autorités n'ont pratiquement plus de moyen d'action sur les journaux.

Les journaux parisiens connaissent un formidable essor. Au début du XXe siècle, il existe entre 50 et 70 quotidiens mais quatre titres diffusent à eux seuls 4 millions d'exemplaires (*Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin*, *Le Journal*). La presse de gauche a du mal à se reconstituer après la Commune. Il faut citer *Le Cri du peuple* de Jules Vallès et surtout *L'Humanité* fondée par Jaurès en 1904. Au centre, *Le Temps* est le plus grand journal français par le sérieux et la qualité de ses informations. A droite, la presse est nationaliste et souvent antisémite. Les grands titres sont *L'Écho de Paris*, *La Libre parole* d'Édouard Drumont et *L'Action Française* inspirée par Maurras.

**Dans les Alpes-Maritimes**, le début de la III<sup>e</sup> République est marqué par la suprématie de trois quotidiens, *Le Phare du littoral*, qui décline par la suite, *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur*. *Le Petit Niçois*, créé en 1879, est de sensibilité radicale (centre-gauche). *L'Éclaireur du littoral*, fondé en 1883, prend en 1888 le nom d'*Éclaireur de Nice* (il deviendra en 1926 *L'Éclaireur de Nice et du Sud-Est*). Très orienté à droite, il est l'adversaire permanent du *Petit Niçois*.

À la faveur de la loi de 1881, des journaux politiques (hebdomadaires ou mensuels) se multiplient. Ainsi sont créés *La Lutte sociale* (1897 – 1915), organe du parti socialiste dans les Alpes-Maritimes ou *Le Radical socialiste* (1905 – 1910). Au cours de cette période se créent également plusieurs journaux de langue italienne s'adressant à la population immigrée comme *Il Riscatto dei lavoratori*, organe de la Fédération socialiste italienne des Alpes-Maritimes (1904 – 1905).

Dans toutes les villes du département paraissent aussi des titres à petit tirage (quelques centaines d'exemplaires) qui sont au cœur des luttes politiques locales, principalement pour garder ou conquérir des municipalités. Citons à Grasse *La Voix du Peuple* (1896 – 1927), à Antibes *Le Progrès d'Antibes* (1898 – 1944), à Menton *L'Avenir de Menton* (1874 – 1914).

#### 4. Pendant la guerre de 1914 – 1918, la presse est au service de la propagande d'État

La censure est appliquée dans tous les pays. En France, elle est mise en place par le Bureau de presse. Chaque journal apporte au bureau de la censure une épreuve de ses pages. En fonction des instructions reçues les censeurs signalent les textes interdits qui sont alors retirés de la composition. En pratiquant ce « bourrage de crâne » la presse tente de soutenir le moral des populations en leur présentant la guerre sous un jour optimiste. Si cette entreprise est efficace pour redresser le moral de l'opinion publique, elle est désastreuse pour les combattants qui, connaissant la situation réelle, ne se reconnaissent plus dans cette presse qui subit une perte considérable de confiance et de prestige.

#### 5. L'ère des grands journaux (1919 – 1939)

Durant l'entre-deux-guerres, le contenu et les fonctions de la presse se transforment. **La presse quotidienne subit la concurrence** de la presse magazine illustrée et des hebdomadaires politiques comme *Voilà* mais aussi de la radio, à partir de 1930, qui lui fait perdre le privilège de la rapidité d'information.

Sous la pression de cette concurrence, les quotidiens diversifient leur contenu pour satisfaire tous les besoins et toutes les curiosités. Ainsi, ils publient de grands reportages romancés, des pages magazines consacrées au cinéma, à la mode, au sport. Dans le même temps, la place accordée aux informations politiques se traduit par une dépolitisation de la presse qui perd sa capacité à former et à diriger les opinions.

**L'équilibre financier des journaux est menacé par la crise économique des années 30.** Cette dernière a pour conséquence une diminution des ventes et une augmentation des coûts de fabrication qui entraînent à leur tour une concentration des titres (de 1920 à 1939, le nombre de quotidiens parisiens passe de 40 à 32 et celui de quotidiens provinciaux de 220 à 175).

**Cependant, la presse bénéficie de transformations techniques remarquables.** Les magazines profitent des progrès de l'héliogravure et de l'offset adaptés au tirage couleur. La part de l'illustration ne cesse de croître grâce à la transmission des photographies à distance rendue possible par le bélinographe depuis 1925.

Les grands quotidiens nationaux sont *Le Petit parisien*, *Le Petit journal*, *Le Matin*, *L'Écho de Paris* et surtout *Paris-Soir* racheté en 1930 par Jean Prouvost et qui connaît un grand succès (2 millions d'exemplaires en 1940) grâce à la place accordée à l'illustration, à la mise en page, au sensationnel, etc.

La presse de droite est à l'origine d'une remise en cause de la loi de 1881. Après le suicide de Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front populaire diffamé par *Gringoire* et par *L'Action française*, il apparaît clairement que le texte de 1881 ne protège pas assez les personnes privées ou publiques contre les diffamations.

La presse d'extrême droite compte encore deux autres titres : *Candide* dirigé par Jacques Bainville, et *Je suis partout*, d'obédience fasciste. A gauche, *L'Œuvre*, *La Dépêche de Toulouse* et *La France* (publiée à Bordeaux) sont d'inspiration radicale ; *L'Humanité* et *Ce soir* (dirigé par l'écrivain Aragon) sont communistes.

**Dans les Alpes-Maritimes**, l'entre-deux-guerres voit *L'Éclaireur de Nice et du Sud-Est* prendre l'avantage sur *Le Petit Niçois*. *L'Éclaireur* est lu jusque dans le département du Var. Il sait attirer le lecteur par des titres spécialisés comme *L'Éclaireur du dimanche* ou *L'Éclaireur agricole ou horticole*. A la veille de la seconde guerre mondiale *L'Éclaireur* tire à 110 000 exemplaires contre 40 000 pour *Le Petit Niçois*. L'arrivée en février 1926 d'un nouveau quotidien, *La France de Nice et du Sud-Est*, orienté à gauche ne parvient pas à concurrencer durablement les deux autres quotidiens. Il cesse de paraître en 1930.

## 6. La Deuxième Guerre Mondiale porte un coup très dur à la presse française

Soumise à de sévères restrictions, sa qualité devient médiocre. Elle subit également la concurrence accrue de la radio mais surtout elle devient l'organe de la propagande du régime de Vichy et de l'Allemagne.

En zone nord, la presse passe totalement sous contrôle allemand. En zone sud, jusqu'en 1942, elle est totalement soumise au contrôle de Vichy. Ainsi, les journaux reçoivent des consignes et des notes d'orientation. Un bon exemple de cette propagande officielle est fourni par la consigne du début de 1941 concernant les déplacements du maréchal Pétain en province :

*« On doit éviter d'employer, pour désigner le chef de l'État, l'expression de « vieillard », même précédée d'une épithète bienveillante comme « l'illustre » ou « le valeureux ». On ne doit user que le moins possible aussi de termes qui rappellent son passé militaire, tels que « l'illustre guerrier », « le valeureux soldat », il y a cependant des circonstances pour lesquelles on peut les employer de même que celle-ci : « le vainqueur de Verdun ». Il convient en revanche, de faire ressortir tout ce qui montre la vigueur physique et morale du Maréchal, la bienveillance naturelle de son caractère, sa lucidité, l'intérêt qu'il porte à tous les problèmes... Il n'est pas nécessaire de décrire ces qualités, mais il y a lieu de les montrer en action en faisant parler les faits, comme incidemment. Exemples :*

- Le Maréchal s'avance d'un pas alerte et rapide... »*
- Il prend le plus vif intérêt aux explications qui lui sont données. »*
- Il accueille avec sollicitude les délégations ».*

La presse clandestine fait entendre la voix des mouvements de Résistance : 1 000 titres avec des tirages allant de quelques dizaines à plusieurs milliers d'exemplaires (*L'Humanité, Libération, Liberté, La Voix du Nord, Défense de la France, Combat, Le Franc-Tireur, Le Populaire*, etc.).

**Dans les Alpes-Maritimes**, la défaite entraîne une restriction croissante du papier et l'augmentation du prix de vente des journaux. Les deux quotidiens *L'Éclaireur de Nice et du Sud-Est* et *Le Petit Niçois* s'alignent sur le régime de Vichy. Une presse collaborationniste apparaît, en particulier *L'Alerte* de Léon Bailby. Parallèlement à la presse « officielle », une presse clandestine est diffusée par les mouvements de résistance dès 1940 comme *Combat* et *Le Cri des Travailleurs*.

## 7. Après la guerre, la presse française renoue avec la prospérité

À la Libération, l'État rénove la presse par une série d'ordonnances, dites de 1944. Leur but est d'empêcher les journaux d'être soumis aux puissances d'argent ou de servir l'étranger.

La presse est épurée. Les journaux ayant continué à paraître sous contrôle allemand sont supprimés. Patrons et journalistes ayant collaboré sont jugés : Brasillach, rédacteur en chef de *Je Suis partout*, est exécuté. Les biens des journaux interdits sont placés sous séquestre et confiés à la Société Nationale des Entreprises de Presse (SNEP) qui les loue aux journaux autorisés. Pour éviter le phénomène de concentration, on interdit à une seule personne de diriger plus d'un quotidien. Toute ressource provenant de l'étranger est interdite. Dans un souci de transparence, le directeur de la publication doit être son directeur effectif (son nom est imprimé au bas de chaque exemplaire). En outre, l'État renforce son rôle dans l'ensemble du système d'information : ainsi, le marché de la publicité (agence Havas) et celui des nouvelles (Agence France Presse) dépendent de l'État mais ce dernier ne contrôle pas la diffusion, assurée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP) créées en 1947 entre coopératives de presse et Hachette.

La presse de la Libération est foisonnante. Elle est fortement politisée (les quotidiens communistes et socialistes représentent la moitié des tirages). Les grands quotidiens nationaux sont alors : *L'Humanité* (communiste), *Le Populaire* (socialiste), *L'Aube* (démocrate-chrétien), *Le Figaro*, *Le Soir*, *La Croix* (catholique). S'y ajoutent un certain nombre de titres issus de la clandestinité : *Combat*, *Défense de la France* (qui devient *France-Soir*), *Franc-Tireur*, *Front National*, *Libération*, *Le Parisien Libéré*, *L'Aurore*, *Paris-Presses*, *Le Monde*, *Les Échos*. Il faut mentionner aussi deux hebdomadaires importants : *Témoignage Chrétien* et *le Canard enchaîné*, qui reparaît.

Dans les Alpes-Maritimes, *Le Petit Niçois* et *L'Éclaireur*, qui ont continué à paraître après l'occupation de la zone sud, sont interdits en septembre 1944 et leurs biens sont placés sous séquestre. Dès la Libération, les résistants prennent possession des imprimeries et créent de nouveaux titres. *Combat* est l'organe du mouvement modéré portant le même nom ; *L'Espoir* représente le parti socialiste SFIO ; *Le Cri*, rapidement remplacé par *L'Aurore*, porte les couleurs du parti communiste ; *Le Patriote Niçois* est dirigé par le Front National. Les chrétiens publient le quotidien *La Liberté*.

Après la disparition de *La Liberté*, dès 1947, et de *L'Éclair* (1948 – 1949) tentative éphémère d'un ancien dirigeant de *L'Éclaireur de Nice*, trois quotidiens se partagent la clientèle du département sous la IV<sup>e</sup> République. *Nice-Matin*, dont le premier numéro paraît le 15 septembre 1945, succède à *Combat*. *L'Espoir*, d'inspiration socialiste, et *Le Patriote*, communiste, sont ses grands concurrents.

## 8. Entre 1947 et 1975, les difficultés de la presse quotidienne persistent

Elles se manifestent, dès 1950, par une baisse des tirages, des arrêts de parution, des fusions d'entreprises. Les causes sont multiples. La presse n'est plus le principal moyen d'information. La France compte en 1960, 11 millions de postes de radio et 2 millions de récepteurs de télévision qui concurrencent la presse sur le terrain de l'information immédiate et sur celui des recettes publicitaires. D'autres part, les coûts de fabrication et de distribution sans cesse en augmentation, renchérissent le prix de vente du journal. Après 1968, on observe une érosion de la diffusion. Certains quotidiens d'opinion disparaissent comme *L'Aube* (MRP) et *Le Populaire* (socialiste). De nombreuses tentatives deancements de quotidiens avortent. Des remèdes ponctuels sont trouvés.

Des sociétés de rédacteurs sont constituées (*Le Monde*, *Le Figaro*), permettant aux journalistes de choisir le directeur du journal, mais surtout l'État octroie des aides aux entreprises de presse (qui représentent 1/8<sup>e</sup> de leur chiffre d'affaires en 1972).

Cependant, la presse régionale reste prospère. Grâce à un phénomène de concentration et d'absorption des titres, de grands quotidiens régionaux s'imposent en créant une situation de monopoles dans leurs régions. Abonnements et recettes publicitaires leur permettent de dégager d'importants bénéfices.

**Dans les Alpes-Maritimes**, *Nice-Matin* absorbe *L'Espoir* en 1966. L'année suivante, *Le Patriote* disparaît comme quotidien pour devenir hebdomadaire.

Cette période est aussi marquée par la prospérité des hebdomadaires. *Paris-Match* atteint des tirages considérables jusqu'en 1970. *Le Nouvel Observateur* est créé en 1950 et *L'Express* en 1953. Ils doivent leur succès à leur engagement contre la guerre d'Algérie pendant laquelle la liberté de la presse est remise en cause notamment par le régime du général de Gaulle avec le rétablissement de la censure.

## 9. Depuis 1975, la décadence de la presse s'accélère

D'abord celle de la presse nationale dont le nombre de quotidiens passe de 26 en 1945 à 10 en 2001 et le tirage recule de 15 millions en 1946 à 9 millions en 2001. La situation de la presse régionale est meilleure puisque les tirages des quotidiens régionaux se sont maintenus jusqu'en 1980 puis se sont stabilisés à 6,7 millions d'exemplaires (en 2002).

Le caractère marquant de la dernière période est l'accélération de la concentration de la presse, régionale et nationale. Ainsi le groupe Hersant qui fait l'acquisition de nombreux titres puis d'autres groupes comme Hachette qui rachète *Nice-Matin* à ses fondateurs historiques. Les raisons de cette crise sont toujours financières. La publicité émigre vers les médias audiovisuels, moins chers et plus efficaces. Ainsi, entre 1990 et 1993, le chiffre d'affaires des petites annonces du *Monde* est divisé par 6.

Pour compenser la chute de la publicité le prix des quotidiens renchérit, faisant fuir les lecteurs. Le coût de la fabrication et de la distribution reste trop cher (il représente 44 % du prix de vente). Pour expliquer cette crise, il faut aussi tenir compte de l'évolution des pratiques culturelles des Français. Ces derniers passent de plus en plus de temps devant la télévision (en 1996, un Français consacrait chaque jour 5 heures à la télévision, 2 heures à la radio et 1/2 heure seulement à la lecture d'un quotidien). La lecture des journaux exige un effort, du temps, de l'argent alors que radio et télévision apparaissent comme faciles d'accès et gratuits. Les lecteurs des quotidiens sont de moins en moins nombreux (entre 1986 et 2001, le nombre d'exemplaires tirés pour 1 000 habitants a diminué de 370 à 150, soit une baisse de 60 %) et de plus en plus âgés.

L'apparition de la presse d'information gratuite (*20 minutes* et *Métro*) et d'Internet concurrencent fortement la presse quotidienne payante. L'essor des magazines thématiques contraste avec ce déclin puisqu'ils s'en créent plus de 300 chaque année.

**Dans les Alpes-Maritimes**, le groupe *Nice-Matin*, qui comprend *Var-Matin* et *Corse-Matin*, a diffusé 253 194 exemplaires dont 125 182 pour le seul titre de *Nice-Matin* en 2004 – 2005.

## 10. Conclusion

Née d'un besoin démocratique pour garantir l'expression du pluralisme des opinions, la presse d'information politique et générale a connu en France un développement parallèle à l'affermissement du régime républicain. Les cinquante dernières années du XXe siècle l'ont conduite à se repositionner dans le système d'information désormais dominé par la radio, la télévision et l'Internet.

L'industrie de la presse, malgré de multiples tentatives de modernisation et d'adaptation, est aujourd'hui vieillissante. Cependant, même affaiblie, la presse quotidienne continue de jouer un rôle politique majeur. Expression des idées politiques, des sensibilités, elle permet aux citoyens de former leurs jugements. C'est encore vers elle que l'on se tourne en cas de crise grave. Elle demeure la garante du fonctionnement démocratique de notre société.

## 11. Glossaire

- Censure:** Examen qu'un gouvernement fait faire des livres, journaux, pièces de théâtre, films, etc, avant d'en permettre la publication.
- Collaboration:** Tout ce qui aide l'occupant allemand pendant la seconde guerre mondiale.
- Communiste:** Parti fondé en 1920, en France, voulant une société plus juste et égalitaire par la suppression du capitalisme et la mise en commun des moyens de productions. Plus à gauche que socialiste.
- Concentration :** Phénomène économique où les plus grosses entreprises absorbent les plus petites
- Droite:** En politique, la droite désigne ceux qui veulent conserver l'ordre social établi, voire même un retour à un ordre plus ancien.
- Gauche:** En politique, la gauche désigne le mouvement représentant les idées progressistes, attachées aux principes de justice sociale et d'égalité entre les hommes.
- Hebdomadaire:** Journal paraissant une fois par semaine.
- Occupation:** Période pendant laquelle la France a été occupée par les Allemands (1940-1944) suite à la défaite militaire de juin 1940.
- Pluralisme:** Diversité des idées, des tendances dans divers domaines (politiques, sociaux, économiques, religieux, etc...)
- Propagande:** Toute action exercée sur l'opinion pour l'amener à avoir certaines idées politiques et sociales.
- Quotidien:** Journal paraissant tous les jours.
- Radical :** Nom donné aux républicains partisans de réformes « radicales » dans le sens de la démocratie et de la laïcité au début de la III<sup>e</sup> République. Le parti radical « glissera » au centre de l'échiquier politique, défenseur des classes moyennes, à la fin de la III<sup>e</sup> République.
- Résistance :** Pendant la seconde guerre mondiale (1939-1945), organisation clandestine qui lutte contre l'occupant allemand.

- Socialiste:** Parti né en 1905 (Section Française de l'internationale ouvrière-S.F.I.O) devenu parti socialiste en 1971. Pour ses partisans, l'organisation sociale se base sur l'intérêt général et non pas sur les intérêts particuliers, au moyen d'une organisation concertée, où l'État joue un rôle important, afin de permettre le progrès social et la réduction des inégalités sociales. Plus modérés que les communistes, ils sont réformistes.
- Tirage :** Nombre d'exemplaires imprimés d'un journal, d'une revue.
- Une :** Première page d'un journal